

VIOLENCES SCOLAIRES

(Suite)

ETAT DES LIEUX

Le signalement des violences

Le logiciel SIGNA¹, opérationnel depuis la rentrée 2001, n'est connu que d'une minorité des personnels (les chefs d'établissement pour ne pas les nommer). Dans plus de 90% des cas, les autres personnels ignorent cette mise en service.

Les objectifs de SIGNA sont :

- Recensement des actes de violence confié, uniquement, aux chefs d'établissement,
- Remontées des informations au Ministère *via* les Rectorats,
- Évaluation des phénomènes, compréhension et proposition d'actions.

Jusque là, rien à dire, si ce n'est que l'intention était louable, et que l'institution trouvait, peut-être, à l'époque, que les violences dans l'école avaient atteint un seuil critique, voire intolérable. C'était fin 1999 et début du nouveau millénaire.

Qu'en est-il depuis ? Et à la rentrée scolaire 2006-2007 ?

SIGNA est toujours en fonction sous la responsabilité unique des Principaux et Proviseurs, qui commencent à trouver sa gestion inutile. Pourquoi ? Les raisons sont multiples :

- Les remontées aux Rectorats puis au Ministère se traduisent par un affichage (anonyme, sans les noms des établissements) sur le site du Ministère (cela nous fait une belle jambe).
- Les tâches et responsabilités confiées aux Principaux et Proviseurs sont de plus en plus importantes et, malgré la bonne volonté d'une majorité d'entre eux, une alternative s'impose : ce qui est efficace je garde, ce qui ne l'est pas, je le ferai, si j'ai le temps).
- Les Chefs d'établissements qui jouaient le jeu, dans l'espoir de voir les conditions de travail de leur établissement s'améliorer, se lassent et c'est normal. Ceux qui, pour des raisons diverses, ne le renseignaient pas ou avec parcimonie, espèrent bien, secrètement ou ouvertement (pour certains d'entre eux) que SIGNA sera supprimé.

Si l'objectif, de recenser les actes, est bien atteint par SIGNA depuis son lancement, nous constatons que l'objectif, c'est-à-dire la mise en œuvre des actions à partir des données de SIGNA, est loin d'être atteint, pour ne pas dire pas du tout.

À ce stade nous nous rendons bien compte, que doté d'un outil, même « unique au monde », ce n'est pas suffisant, que l'affichage des statistiques sur le site du Ministère ne rime à rien, si aucune mesure concrète n'est mise en œuvre.

Avoir un outil c'est bien, l'exploiter c'est mieux.

Mettre en œuvre des solutions pour protéger dans l'école les élèves et les personnels qui subissent les violences au quotidien, c'est aussi une des missions de l'institution, au lieu de se donner bonne conscience, en publiant tous les ans des statistiques, qui démontrent globalement, que les actes de violence sont en augmentation d'une année sur l'autre².

¹ Logiciel élaboré par le Comité national anti-violence (Nom plus qu'explicite).

² + 1% pour les Lycées, + 6% pour les Lycées professionnels, d'après les chiffres de 2004-2005 publiés par le Ministère.

L'outil, en soi, est très bon (il a du moins le mérite d'exister); et il devrait permettre d'avoir une image précise des violences, si, en plus de recenser les actes graves, il prenait en compte les incivilités.

Où se situent les principaux actes de violence recensés par SIGNA ?

- **Les Lycées professionnels (15%)**, où une grande majorité d'élèves aboutit plus par défaut que par choix. Est-ce un hasard ?
- **Les Collèges (14,8%)**. Serait-ce une conséquence du « collège unique » ?

Avec un point commun pour ces deux types d'établissements : **« un pourcentage important d'élèves appartenant à des milieux considérés comme défavorisés »¹.**

Existe-t-il des lieux dans l'Ecole de la République où les actes de violence sont insignifiants ?

« Les établissements qui ont le meilleur indice de climat scolaire, qui présentent le moins fort taux de victimation, le plus faible sentiment de violence et dont les adultes sont le plus satisfaits, sont aussi parmi les établissements les plus privilégiés... Lorsque la population est favorisée, la taille de l'établissement n'est que très peu influente »¹

- **Dans les autres établissements** : on constate une augmentation, d'année en année, de la violence ; même si, ici, elle est moins spectaculaire que là, on ne peut qu'observer sa propagation du primaire au secondaire, ainsi qu'au supérieur, et cela dans les banlieues ou les villes les plus « défavorisées », et jusqu'aux plus petits villages de nos campagnes.

C'est toute l'Ecole, hélas, qui est gangrenée par ce mal et si nous voulons la préserver il faut agir, avant d'être obligé à l'amputation (ce qui ne serait d'ailleurs pas pour déplaire à certains ...)

Les victimes de violences

Dans ce domaine, si l'on en croit la presse, l'idée reçue est que ce sont les enseignants qui en sont les premières victimes, alors que ce sont les élèves qui la subissent de plein fouet.

- **L'élève** : c'est une microviolenche subie au quotidien (dans et aussi hors l'établissement) pour certains d'entre eux et qui a des conséquences importantes sur leur psychisme et leur physique, au moment le plus délicat de leur phase de construction. Elle prend pour d'autres des proportions gravissimes, coups et blessures (à coups de poing, couteau, barre de fer...), vols avec brutalités, viols en réunions... Avec, pour toutes ces formes de violences, des conséquences : perte de confiance, échec scolaire, dépression, suicide.
- **L'enseignant** : en première ligne, par rapport aux autres personnels, il subit, lui aussi, au quotidien, les incivilités : contestations, bavardages, insultes de certains élèves de ses classes en responsabilité. **C'est pourtant la classe et son maître qui ont le plus besoin de sérénité.**
- Les autres adultes qui exercent une autorité sur l'élève (chef d'Établissement, CPE, surveillant, aide-éducateur, TOS, infirmière...) viennent ensuite, et eux aussi voient leurs conditions de travail détériorées par ces violences.

Les violences graves, dans les trois cas, ne sont pas monnaie courante, et heureusement. Mais n'oublions pas (comme le dit Éric Debarbieux) qu'**elles sont l'arbre qui cache la forêt des violences quotidiennes.**

Ce sont toutes ces autres formes de violences qui pourrissent le climat d'une classe, d'un établissement, et qui, lorsqu'elles ne sont pas sanctionnées, autorisent, implicitement, ceux qui les commettent à franchir les degrés supérieurs. **Personne n'est à l'abri, même les plus expérimentés d'entre nous.**

¹ Extrait de : *La violence en milieu scolaire (Tome 1 : Etat des lieux) d'Eric Debarbieux*

La sérénité de l'école

La sérénité nécessaire à la passation des savoirs est-elle perturbée uniquement par les articles (assez nombreux, il est vrai depuis l'affaire d'Étampes¹) de la presse écrite ou audiovisuelle, ou par les actes d'incivilités quotidiens ?

La réponse à cette question est apportée par le sociologue **Éric Debarbieux**², je cite :

« Dans tous les pays, on oscille, au sujet de la violence à l'école, entre deux extrêmes: soit, on la surestime, en focalisant sur un fait dramatique, prétexte à toutes les démagogies sécuritaires. Soit, on la sous-estime, dans une négation bien-pensante qui ignore les microviolences du quotidien et oublie les victimes. Les faits très graves, exceptionnels, dont on parle sont des arbres qui cachent la forêt: en l'occurrence une violence quotidienne, ordinaire, labile, mais répétitive, qui tombe toujours sur le même élève ou le même prof, avec des conséquences psychologiques dramatiques. »

C'est, en effet, une « *négation bien pensante* » qui en ignorant volontairement ces actes quotidiens, perturbe considérablement la sérénité de l'école. N'étant pas pris en compte par SIGNA les chiffres, publiés de manière anonyme sur le site du Ministère ou par **le Point**, sont très en dessous de la réalité comme le démontre **Éric Debarbieux** :

« Il y a un chiffre noir de la violence scolaire. Signa, qui existe seulement en France, est fiable pour les événements les plus graves, peu pour les autres. Seule l'enquête de victimation, qui consiste à demander aux enseignants et aux élèves s'ils ont subi un ou plusieurs incidents, permet de les évaluer. Or, entre ce qu'ils disent et les chiffres officiels, il y a parfois un décalage spectaculaire. Sur 3 871 collégiens interrogés en 2002-2003, 16,7% se déclaraient victimes de racisme - 0,01% dans Signa. De même, 24,2% disaient avoir reçu des coups - 0,30% dans Signa. »

Deux éléments majeurs émergent donc :

- une minimisation significative des chiffres
- une négation des actes quotidiens et de leurs victimes.

La presse doit-elle se taire ou au contraire tout dire ? N'est-ce pas aussi grâce à la médiatisation de l'affaire d'Étampes, que le Ministre s'est décidé à publier à la rentrée la circulaire 2006-125³. L'enquête du **Point**⁴ qui met le sujet sur la place publique, en levant l'anonymat des établissements, sera, espérons-le, l'aiguillon permettant des avancées significatives dans le domaine de la lutte.

Ce rôle de trublion doit-il être l'apanage de la presse ? Les organisations syndicales n'ont-elles pas aussi un rôle à jouer ?

Mais sont-ce uniquement ces éléments qui sont à l'origine du manque de sérénité de l'école ?

Nous avons tous constaté, depuis que l'institution a défini l'élève comme le « centre de l'école » au lieu des savoirs, que tout a été mis en œuvre pour priver les maîtres de toute autorité :

- Nous n'intervenons plus sur le recrutement de nos élèves,
- Nous ne donnons plus qu'un avis facultatif pour les poursuites d'études, les redoublements,
- Nous n'avons plus le droit de mettre un zéro,
- Notre parole est de plus en plus souvent mise doute, par contre celle de l'élève est parole d'évangile,
- Notre progression est de plus en plus contestée par nos élèves et leurs familles,
- Notre hiérarchie a encore trop souvent tendance à nous culpabiliser plutôt qu'à nous soutenir,
- Etc.⁵

¹ Une enseignante d'arts plastiques du LP Louis-Blériot (à Étampes) a été grièvement blessée par l'un de ses élèves le vendredi 16 décembre 2005 ([Mes réactions et chronologie des faits rapportés par la presse](#))

² Directeur de l'observatoire international de la violence à l'école.

³ Parue au BO n° 31 du 31 août 2006 « Lutte contre la violence »

⁴ Parue le 31/08/2006 N° 1772 lien : http://snetaaaix.free.fr/Enquete_du-Point_sur_la_violence_scolaire.pdf

⁵ Le déclassé social de la profession y est aussi pour beaucoup : les professeurs sont désormais considérés par les statistiques comme cadres moyens et non plus supérieurs... Et leur pouvoir d'achat est à la baisse.

Ce manque de sérénité n'est-il donc pas aussi induit par la perte d'autorité, qu'au fil du temps, l'administration a imposée à coup de réformes successives, de circulaires et notes de service ?

Que constatons-nous, ici ou là¹, lorsqu'un adulte², est victime d'un acte grave de violence ?

Il est trop souvent incité par le chef d'établissement à ne pas porter plainte, ou à ne pas exercer son droit de retrait dans les cas où la hiérarchie était déjà informée des risques avec un élève.

- Il n'est aussi, suivant les cas, pas toujours soutenu par l'équipe pédagogique, la vie scolaire ou le chef des travaux.
- Il n'est souvent pas pris au sérieux, lorsqu'il a le sentiment d'être menacé dans son intégrité et que par logique il en informe oralement, par écrit ou par mèl sa hiérarchie (sur ce plan, tous les témoignages des victimes concordent).
- Il est aussi trop souvent culpabilisé par la hiérarchie (Inspection générale, Rectorat, Inspection d'académie, IEN, chef d'établissement, vie scolaire, chef des travaux) :
 - Vous devriez changer votre manière d'enseigner,
 - Vous devriez avoir des tenues moins provocantes,
 - Vous devriez être moins jeune, moins jolie, moins souriante...
 - Vous devriez dialoguer plus avec vos élèves,
 - Vous devriez être plus sévère, moins sévère, plus familier, moins familier...
 - Vous devriez être plus exigeant, moins exigeant, plus ceci, moins cela...
 - Je ne comprends pas ... Cela se passe très bien avec vos autres collègues,
 - Vous devriez changer d'établissement, d'académie, de métier...
- Il ne bénéficie que très rarement d'un soutien psychologique, et encore tardivement comme dans l'affaire d'Étampes, trois jours après les sept coups de couteau. Ce sont d'abord les élèves qui en ont bénéficié (de ce côté là rien à dire, si ce n'est « félicitations ! »). Les enseignants de Louis Blériot ont du attendre un peu ... Quant à la famille de la victime, elle doit toujours attendre (« merci patron... » Air connu).

Il faut avoir la foi vraiment bien chevillée au corps, pour pouvoir, après un acte comme celui d'Étampes par exemple, reprendre son travail comme si de rien n'était. On peut aisément comprendre qu'une victime (même un adulte) puisse aussi perdre confiance en elle, fasse une dépression ou, plus grave, en l'absence de toute manifestation de soutien, se suicide (cela, malheureusement, est déjà arrivé).

Pour conclure³, ce dont il faut être sûr, c'est qu'à l'heure actuelle et tant que des mesures correctives ne seront pas mises en œuvre, personne n'est à l'abri d'être un jour la victime d'un acte grave, parfois imprévisible, souvent insensé.

J'ai l'intention, après cette deuxième analyse sous forme d'un état des lieux, et après la journée organisée par le SNETAA Aix (au cours du premier trimestre), de finaliser les propositions qui pourraient être mises en œuvre, pour qu'au moins au niveau de l'Ecole, nous puissions retrouver une sérénité propice à l'enseignement et enrayer de manière significative les actes portant atteinte à l'intégrité physique et morale de qui que ce soit.

Raymond MAGDELAINÉ

Vous pouvez envoyer vos commentaires, suggestions, propositions à : r.magdelaine@free.fr

¹ *Il ne faut pas, et c'est heureux, généraliser ces attitudes.*

² *Il s'agit ici des cas, que je connais le mieux, ceux des enseignants, je pense qu'il doit s'appliquer aussi aux autres.*

³ *Provisoirement, en attendant les propositions qui ne manqueront pas de nous être soumises.*